

Les pourparlers sur le Burundi n'ont pas donné lieu à un consensus africain

Le Monde, 30.01.2016 La réunion du Conseil de Paix et de Sécurité (CPS), qui a eu lieu vendredi 29 janvier avant l'ouverture du sommet de l'Union africaine (UA), en Ethiopie, devait être un moment-clé pour le continent. Tous les regards sont, en effet, tournés vers sa capitale, Bujumbura, où se déroule depuis neuf mois une crise meurtrière qui a fait plus de 400 morts et contraint à l'exil 230 000 personnes, selon les Nations unies. Mais les pourparlers sur le Burundi, qui occupaient une grande partie d'une réunion qui a duré près de cinq heures, n'ont pas donné lieu à un consensus africain : aucune décision n'a été prise sur une force de maintien de la paix de l'UA au Burundi.

« Nous avons examiné la question sous tous ses angles et devons finaliser le document demain [samedi] », a déclaré le commissaire à la paix et à la Sécurité de l'UA Smaïl Chergui, à l'issue de la réunion où une dizaine de chefs d'Etat africains et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, étaient présents. La Commission de l'UA représentée par sa présidente, Nkosazana Dlamini-Zuma, a engagé une « preuve de force » avec Bujumbura depuis le vote par le CPS, le 17 décembre 2015, du principe de l'envoi sur le sol burundais d'une force d'interposition de quelque 5 000 hommes de la « Mission africaine de protection et de prévention au Burundi » (Maprobu), que le président burundais rejette en bloc et qualifie de « force d'invasion ». « L'envoi de la force n'est pas justifié », a répété le ministre burundais des Affaires étrangères, Alain Aimé Nyamitwe. Nous estimons que la situation dans le pays est sous contrôle au point de vue sécuritaire. La Commission de l'UA doit savoir que, si elle déploie des troupes, elle le fait dans un Etat souverain. Par conséquent, elle doit travailler avec cet Etat souverain. » Pour le ministre, le nombre d'experts militaires et d'observateurs des droits de l'homme envoyés par l'UA devra faire partie de l'accord signé à Addis-Abeba à l'issue du 26e sommet. Il a notamment souhaité que des observateurs soient déployés le long de la frontière avec le Rwanda qu'il accuse d'être impliqué dans la crise au Burundi. L'optimisme est retombé. A ce stade, la force de l'UA peut être mise en œuvre. La plupart des chefs d'Etat présents ont refusé de s'exprimer à huis clos du CPS. Dans les couloirs du siège de l'UA, l'optimisme est retombé. Tout le monde attend avec impatience l'issue des discussions des chefs d'Etat et de gouvernement. L'envoi d'une force n'est possible que si elle est en faveur de la Maprobu à une majorité qualifiée des deux tiers. Le constat des observateurs est que la Commission de l'UA a sans doute été trop ambitieuse au regard de l'obstination burundaise à clamer haut et fort le « devoir » de l'organisation panafricaine de respecter la souveraineté de l'Etat. « Il n'y a pas que le Burundi qui est impliqué, a déclaré le président gambien, Yahya Jammeh, à sa sortie de la réunion. Une telle force ne peut être déployée sans le consentement du pays souverain », a-t-il ajouté en rappelant la participation active du Burundi aux forces de maintien de la paix sur le continent et, notamment, en Somalie pour combattre les Chabab. « Un rejet de la force serait un mauvais signal envoyé par la Commission de l'UA, une insulte aux Africains. Cela signifie que les chefs d'Etat n'ont cure du peuple burundais », a martelé Siphon Mthathi. Selon la directrice exécutive d'Oxfam Afrique, le premier signe d'encouragement est la réélection du Burundi au CPS qui renouvelait l'intégralité de ses membres jeudi 28 janvier, alors que des observateurs pensaient le pays sur un « socle » instable de l'UA. « Si l'organisation panafricaine fait marche arrière, cela signifie que les Africains ne peuvent pas compter sur leurs dirigeants pour les protéger. Et c'est la porte ouverte aux violations des droits de l'homme par d'autres chefs d'Etat », a déclaré Emeline Wuilbercq.